

ENTRETIEN AVEC HUBERT VÉDRINE: EXTRAIT DU COLLECTIF «FRANÇOIS MITTERAND, UN ESPRIT EUROPÉEN», SOUS LA DIRECTION DE JEAN POL BARAS

Hubert Vedrine

Entretien avec Hubert Védrine: extrait du collectif «François Mitterand, un esprit européen», sous la direction de Jean Pol Baras

Ali Serghini: Quelles étaient les opinions de Mitterrand sur l'Europe avant le 10 mai 1981? Hubert Védrine: Quand Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, il est Européen depuis longtemps. Il l'a déjà montré sous la quatrième république, puis comme leader du Parti socialiste malgré l'union de la gauche avec les communistes. Il a même mis, à un certain moment, son poste dans la balance contre le CERES, pour tenir le cap européen. Mais ce serait mentir de dire qu'il s'est fait élire sur ce programme en 1981. Ce n'est pas alors sa priorité, c'est d'ailleurs traité dans le programme commun de manière presque négative. L'Europe est présente dans les «101 propositions», mais au milieu de nombreuses autres. Il y a des attentes économiques, sociales, institutionnelles et autres. On veut «changer la vie» et l'Europe est un sujet parmi d'autres. Ce n'est donc pas grâce à cela qu'il se fait élire, il n'est pas le Lecanuet de 1965 mais c'est présent dans sa culture, dans son bagage politique et c'est important pour lui. Au moment où il nomme Pierre Mauroy ou Claude Cheysson, l'Europe ne joue pas de rôle, même si Cheysson y est favorable. De plus, dans les premières années, les ministres délégués des Affaires européennes ont peu d'influence. Surviennent alors tous les épisodes de 1981-1983 avec une politique économique de gauche socialement légitime, de relance. Mais en mars 1983, Mitterrand est obligé de trancher dans le sens que l'on sait, après avoir soupesé les diverses options. Il confirme alors qu'il ne veut pas isoler la France du reste de la Communauté européenne. Ce choix, qui découle d'une logique très forte, continue d'ailleurs d'être le choix de la France plus de vingt ans après. Il faut donc bien distinguer ces années 80-83, son orientation européenne, ses arbitrages européens. Mais ce n'est pas un homme politique qui s'est structuré autour de ce seul sujet. C'est plus complexe. Chez Mitterrand, il existe un élément, une relation gaullienne à l'histoire de France. Il y a ensuite la francophonie, la culture, etc. L'Europe joue donc un vrai rôle mais pas seule. C'est la situation économique de 1983 qui l'a obligé à faire un choix clair et net, et lui a permis de revenir à sa préférence: une relance européenne qui alors structurerait son action de 1984 jusqu'à la fin. Rappelons que lorsqu'il était arrivé en 1981, l'Europe était, depuis 1979, otage de madame Thatcher qui bloquait toute décision sur l'importance quel sujet jusqu'à ce qu'elle ait obtenu sa ristourne, son «money back». Dans un premier temps après mai 1981, Mitterrand soutient les différentes présidences qui essaient successivement de régler ce problème. Cinq ou six présidences se succèdent. Quand Mitterrand prend à son tour la présidence en 1984, grâce aux choix opérés en 1983, les orientations de la France sont devenues politiquement et économiquement compatibles avec une relance européenne. Mais Madame Thatcher s'y oppose toujours. François Mitterrand commence à nouer une amitié avec Helmut Kohl, même si cette relation n'en est qu'à ses débuts. Tout de suite les deux hommes se sont appréciés, Mitterrand n'ayant jamais partagé les préjugés des intellectuels allemands contre Kohl. Ils ont eu la même position dans l'affaire des euromissiles, ils ont résisté ensemble aux pressions de Reagan concernant le gazoduc, etc. On peut parler de franche camaraderie, de complémentarité entre eux deux. Début 1984, Mitterrand désire vraiment forcer une solution. Il veut débloquer l'Europe. Il réalise un travail impressionnant pendant la présidence du premier sommet de 1984, deux tournées complètes des pays sont programmées. A Fontainebleau, grâce à la complicité de Kohl, il parvient même à «coincer» Thatcher. Cela coûtera cher, en «ristourne». Pourtant Thatcher s'était opposée jusqu'au bout à cette ristourne qu'elle jugeait insuffisante. Aujourd'hui, cette ristourne paraît excessive. Donc, à partir du Conseil européen de juin 1984 à Fontainebleau, la voie est libre. Très rapidement, Kohl et Mitterrand s'accordent et choisissent Jacques Delors. Le trio qui va donner le tempo à la construction européenne jusqu'à la ratification de Maastricht est alors en place. Après Maastricht, Mitterrand et Kohl estimeront tous les deux qu'il faut une pause. Un ralentissement nécessaire après une période 84-92 très intense: élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal, Acte unique, etc. L'Acte unique a d'ailleurs créé une gigantesque machine à normaliser qui continue à fonctionner, avec ses aspects positifs et négatifs. Plus d'autres initiatives européennes jusqu'à la gestation de Maastricht, l'accompagnement de la réunification allemande, l'euro, etc. C'est considérable! La grande politique européenne de Mitterrand, de Mitterrand-Kohl-Delors pour être plus précis, va de 1984 à 1992. A. S.: Vous avez dit récemment, dans Le Nouvel Observateur, que c'est à partir de ce moment-là que les choses ont dérapé... H. V.: Oui, après Maastricht, il y a eu une fuite en avant de traité en traité, et cela a conduit à une fuite en avant. Dans la période Mitterrand, il y a eu en 1992 une discussion sur l'élargissement de douze à seize (en comprenant, à l'époque, la Norvège). Plus nous sommes nombreux, plus les institutions sont compliquées à gérer même si chacun des nouveaux participants est très estimable. Mitterrand soutient Delors qui demande des réformes institutionnelles préalables. Kohl se met en colère. Pour lui, ce sont des manœuvres pour retarder l'élargissement. Il juge les Français égoïstes. Il y a eu à la fin un différend réel entre Kohl et Mitterrand dont on a très peu parlé (alors qu'on a raconté beaucoup de sottises sur leur désaccord concernant la réunification allemande). Il y a eu de profondes dissensions sur la Yougoslavie (entre l'Allemagne et tous les autres) et sur l'élargissement de l'Europe. En '92, Mitterrand et Delors ont été battus. De fait, à partir de 1992, la seule politique commune des dirigeants européens est l'élargissement. Cependant, cet élargissement — à quinze finalement au lieu de seize — reste encore viable. Mais cela a changé quand même: l'Europe que j'ai redécouverte quand je suis devenu ministre en 1997 n'avait plus guère de rapport, quant à son état d'esprit, avec l'Europe des douze. C'est encore plus net pour l'élargissement à vingt-cinq. Autre élément de la fuite en avant: les Traités. Après le Traité de Maastricht, on a tout de suite préparé le Traité d'Amsterdam. Cela a été un échec. Il a donc fallu négocier un Traité de Nice. Cette fois la négociation a abouti mais ce traité a été très controversé. Après Nice, il a été dit qu'il fallait plus qu'un traité, une Constitution, avec cette grandiloquence et cette surenchère qui se sont amplifiées jusqu'en 2005. Donc, pendant une dizaine d'années, les citoyens ont entendu critiquer chaque nouveau traité, en réclamer un autre, entendu dire qu'il fallait aller plus loin, etc. L'addition de ces deux éléments (l'aspect géographique et l'aspect institutionnel) a donné le tournis aux citoyens. Je ne sais pas ce que François Mitterrand aurait dit. Je me rappelle juste que, fin 92-début 93, il avait dit à Delors (comme Helmut Kohl, d'ailleurs) qu'il fallait laisser au peuple le temps de digérer tous les changements de la période 84-92. On a fait le contraire. A. S.: On peut rajouter à cela sa proposition de faire entrer ces pays dans une structure autre que l'Union européenne. H. V.: Vous parlez de sa proposition de Confédération européenne lancée le 31 décembre 1989. A. S.: Mais est-ce que cela ne participe pas justement à son hésitation à voir la Commission, l'Union européenne grandir de cette manière...? H. V.: Cela témoignait de sa clairvoyance. Et l'élargissement permanent a déstabilisé l'opinion française. La Commission est un autre problème. Remplit-elle bien son rôle ou non? En fait-elle trop ou non? C'est un autre sujet. Mitterrand n'avait pas de doctrine à ce propos, il était pragmatique. L'idée de la Confédération date de 1989. Mitterrand, contrairement à ce qu'on dit ou écrit certains journalistes à l'époque, n'était pas du tout en retard, au contraire, il a même lancé plusieurs propositions trop tôt. Tellement tôt que les esprits n'étaient pas prêts et que, le 31 décembre 1989, ils n'ont pas compris le sens d'une Confédération européenne. Lui a déjà en tête que la réunification va se faire, que les pays d'Europe de l'Est vont devenir démocratiques et vont donc frapper à la porte de l'Europe. Une fois ou deux, Mitterrand dira que ce processus va prendre des années, voire des dizaines d'années. Ses opposants, qui eux-mêmes n'avaient rien prévu, vont d'ailleurs utiliser cette déclaration pour l'attaquer. Cependant, le plus souvent, Mitterrand a estimé la durée du processus à quinze ans et il a vu assez juste: 1989-2004. Le raisonnement de Mitterrand à l'époque était que ces pays ne pouvaient pas entrer avant longtemps dans l'Europe. Ils n'étaient pas prêts, l'Europe n'était pas prête. En effet, l'Europe était régée par des règles très contraignantes. Il fallait préparer leur adhésion. Leur entrée probable étant impensable avant quinze ans, il jugeait important de les associer sans attendre une structure politique avec les douze. Mitterrand a donc pensé à fonder une Confédération tout de suite entre l'Union et les futurs nouveaux membres. Cependant, il a lancé cette idée prématurément. Personne n'a compris l'importance de ce qu'il disait. Les gens ont seulement commencé à y penser deux ou trois ans plus tard. Mitterrand a commis l'erreur de dire que la Russie avait vocation à y être — ce qui était un raisonnement très gaullien — cette Europe s'étendant de l'Atlantique à l'Oural, et de ne pas y associer les Etats-Unis. Les pays de l'Est n'avaient à ce moment qu'une idée: une fois l'URSS effondrée, se mettre sous la protection des Etats-Unis, dans l'OTAN. Ils n'éprouvaient aucune fièvre mystique européenne mais une attirance pour l'endroit le plus sûr, le plus riche, ce qu'ils appelaient les structures «euro-atlantiques». L'idée de Confédération a échoué. François Mitterrand voulait préserver l'homogénéité des douze car elle était à ses yeux garante d'avancement vers une Europe politique comme Maastricht en ouvrant la perspective. Cela se construirait par étapes et de manière raisonnable. Il était convaincu que si on élargissait trop rapidement à un ensemble trop hétérogène, cela affaiblirait l'ensemble. A. S.: Vous dites d'ailleurs que pendant cette période de «fuite en avant», les problèmes concrets de l'Europe ont été oubliés. H. V.: Je reviens à ces deux fuites en avant, géographique et institutionnelle. D'abord la fuite géographique: l'élargissement a mis mal à l'aise les Français mais ils n'ont jamais osé le dire. Ce sont eux les plus troublés. Ils ont eu le sentiment que cela remettait en cause leur espérance d'une Europe politique même s'ils ont sur elle une position ambiguë. Les autres peuples n'étaient pas gênés par l'élargissement, au contraire. Les Anglais y étaient particulièrement favorables pour des raisons conceptuelles. Ils continuent d'ailleurs aujourd'hui à proclamer qu'on ne peut fixer de limites à l'Europe. Les Allemands aussi y étaient favorables, mais pour des raisons d'influence et de voisinage. Il a fallu des événements comme le «non» des Pays-Bas pour que l'on se rende compte du décrochage des opinions. Un député européen néerlandais me disait que les chauffeurs hollandais sont pro-européens mais que leurs jobs étant pris par des Lituanais, leurs sentiments changent. Ils ne sont pas devenus xénophobes, ils sont simplement attachés à leur emploi. C'est un exemple. En ce qui concerne les changements incessants de traités, les discussions ont surtout intéressé les milieux politiques, médiatiques, les juristes et les commentateurs mais pas les gens «normaux». Je pense que la focalisation des attentes sur les textes et les institutions a stérilisé les énergies. Pendant tout ce temps, on n'a inventé aucune politique commune nouvelle, on n'a lancé aucun nouveau grand projet, ni l'équivalent d'Airbus, ni d'Ariane, ni de rien en fin de compte. Il y a bien eu Arte pour les Franco-Allemands. Erasmus a été inventé dans ces années-là mais c'est à peu près tout. On a trop fait, comme si l'adoption d'un texte extraordinaire, la «Constitution», allait tout régler. Je suis persuadé que cela a contribué au décrochage des opinions. Les Européens mécontents: les Français, les Néerlandais se sont exprimés par le référendum. Les Anglais auraient évidemment voté contre. Je ne sais pas comment les Allemands auraient réagi mais un ancien conseiller de Kohl m'a dit que s'il y avait eu un référendum en Allemagne, le «oui» serait passé mais tout juste! Les Allemands de l'Est, notamment, auraient voté contre. C'est un paradoxe historique, mais c'est comme cela. Pendant cette période d'obsession institutionnelle, les problèmes concrets ont été oubliés. A. S.: Vous dites toujours dans cet entretien au Nouvel Observateur que vous avez sous-estimé l'esprit religieux. H. V.: J'ai voulu dire que pour certains, revenus de tout, l'Europe était devenue une religion. A. S.: Vous pensez aux demandes de la Pologne en ce sens? H. V.: Non, ce n'est pas à cela que je pense. Dans un de mes articles d'analyse, j'ai expliqué pourquoi elle a éterné tellement de gens qui ont, du coup, voté «non». Pour beaucoup de partisans du «oui» en France, des gens très sincères, l'Europe était devenue une religion et une évidence. Les partisans du «oui» ont agi de manière maladroite. Lorsqu'ils ont vu le «non» monter, ils n'ont pas discuté les arguments critiques, ils n'ont pas dit que le Traité constitutionnel répondait aux inquiétudes. Ils ont qualifié les partisans du «non» de lepénistes, d'archaïques, de souverainistes, de fascistes... Déjà en 1992 cette stigmatisation avait mal marché. Ayant voté «oui», ayant tenu des réunions publiques pour le «oui», je peux me permettre ces propos. Lorsque j'étais secrétaire général de François Mitterrand, je voyais Jacques Pilhan tous les jours et pendant la campagne de Maastricht, il me montrait que les arguments du «oui» ne marchaient pas bien. Pourquoi donc? On disait: «L'Europe, c'est la paix pour les gens, c'est acquis!» C'est un peu comme si on disait aux gens que, grâce à l'Europe, ils auraient l'électricité, alors qu'ils la possèdent déjà. L'Europe: c'est la jeunesse, c'est l'avenir. Les gens nous ont dit qu'on les prenait pour des débiles avec ces slogans purement publicitaires, inintéressants. Après, il leur a été dit qu'ils n'avaient pas le droit de voter «non», que ce serait souverainiste, archaïque. Mais pourquoi nous demander notre avis, ont-ils dit, si on nous interdit de voter «non»? Pilhan m'avait même dit un jour que le terme «intégration politique», que nous utilisions à longueur de journée, inquiétait beaucoup de gens comme s'ils allaient être serrés dans une boîte de sardines. Lorsque l'on parle d'intégration sociale, c'est positif me disait-il. Par contre, «l'intégration politique» des nations d'Europe donnerait l'impression que l'on ne respecterait pas l'identité des uns et des autres. Cela en 1992, et malgré l'engagement de Mitterrand (plus fort que celui de Chirac), Maastricht n'est pas passé largement. Donc, lorsque l'hypothèse du référendum s'est imposée (dès lors que l'on parlait, même à tort, de Constitution, un référendum s'imposait), je me suis inquiété. J'ai écrit plusieurs papiers dans Le Monde, notamment, au cours des deux ans précédant le référendum. J'y ai évoqué le fossé qui se creusait entre les élites intégrationnistes et le grand public, la cassure plus que prévisible. On m'a alors accusé d'être un euro-sceptique, ce qui est plaisant compte tenu du fait que j'ai passé plus de temps à faire le «mécanicien européen» que bien des européistes. A. S.: Vous vous êtes longuement exprimé durant cette période. H. V.: Avant le référendum, il s'agissait de mises en garde qui n'ont pas vraiment été suivies d'effets. J'ai défendu l'idée qu'il ne fallait pas parler de «Constitution», que cela allait créer des attentes insatiables et des craintes énormes. Mais j'étais seul. Depuis, j'ai écrit dans Le Monde, dans Le Nouvel Observateur. J'ai également rédigé une contribution avec Henri Nallet pour le Congrès du Parti socialiste. J'ai fait un discours à Frangy-en-Bresse chez Montebourg, comme partout où l'on m'a invité. J'ai aussi accordé un entretien au Débat (la revue de Pierre Nora). J'ai voté «oui», mais ma thèse actuelle est qu'il faut voir les choses en face: il n'y a pas de relance institutionnelle possible avant plusieurs années. Personne ne fera revoter les Français et les Néerlandais. Renégocier est impossible. Je ne peux imaginer que les vingt-cinq gouvernements prennent le risque de relancer un processus aussi aléatoire. C'est là où les partisans du «non» se trompaient complètement: si une renégociation très improbable devait avoir lieu, elle ne porterait pas sur les questions sociales au sens français du terme! Tout le monde alors remettrait ses exigences sur la table et, si jamais il devait y avoir des négociations sociales, nous serions minoritaires. En substance, la Belgique et la France défendraient leur «modèle» social. Les autres seraient plus ou moins blairistes. Delors avait mis en garde contre le tirage de l'Europe sociale à plusieurs reprises sans être compris. Je constate que nous allons vivre longtemps avec le Traité de Nice. Nous arriverons peut-être à le remplacer un jour par un meilleur traité. D'ici-là, il ne faut pas rester inertes. J'ai fait dans mes articles des propositions pour avancer, pour ne pas être complètement à l'arrêt: le gouvernement économique de la zone euro; la réforme des politiques communes; une nouvelle politique commune autour de la recherche, de l'innovation, de l'écologie, et puis des projets au sens le plus large du terme plutôt que d'attendre un miracle constitutionnel. A. S.: Pensez-vous que la campagne présidentielle va être en grande partie centrée sur ce débat? H. V.: Je ne pense pas. Bien sûr, on parlera de l'Europe à travers des slogans, on avancera des propositions de relance. On parlera peut-être de la Turquie mais la négociation a commencé et elle va s'enliser dans de nombreuses discussions plus pénibles les unes que les autres. Non, je ne pense vraiment pas que cet élément sera central dans la présidentielle de 2007 qui sera politique, économique et sociale. Je ne pense pas hélas! qu'il y aura une bataille de propositions réalistes pour faire monter l'Europe. Pendant la campagne allemande, cela n'a pas joué de rôle important, cela fera partie du débat, sans être central. A gauche, si c'est Fabius, beaucoup lui diront que, depuis des années, il prône un choc pour obtenir une bonne renégociation. On lui demandera sur quelles bases. Beaucoup d'autres se référeront de façon réflexe à une Europe fédérale, puissante, sociale que l'on trouve dans tous les textes du Parti socialiste. Pourquoi le PS a-t-il abandonné la formule de Delors, fédération d'Etats-Nations, intelligente et équilibrée, qui décrit les deux aspects de la réalité, au nom d'une ligne fédérale? Dans une Europe fédérale, on vote à la majorité sur tous les sujets. Et la France est minoritaire sur des questions de politique étrangère, service public, exception culturelle, etc. Comment espérer faire passer à la majorité des idées minoritaires? C'est une simple question arithmétique. Pour retrouver de l'influence sur les événements européens, le PS devra retrouver des positions réalistes.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Entretien avec Hubert Védrine: extrait du collectif «François Mitterrand, un esprit européen», sous la direction de Jean Pol Baras



02/03/2006